

CANNIBALES DE L'ÉTAT

vivent dans des sortes de sphères autonomes et quand un ordre leur arrive d'en haut, ils doivent tout de même l'exécuter.

L'esprit techno n'a pas seulement envahi les cabinets politiques : il sévit à présent à l'intérieur des partis. Là encore, il a empli un vide, dû à l'absence de militantisme. Autrefois, un syndicaliste, un militant, étaient formés par la lutte et se voyaient confier des responsabilités politiques. À présent, bon nombre de responsables d'appareils et d'élus sont issus de la techno. N'insistons pas sur le nombre de responsables politiques de tous bords issus de l'ENA, c'est un phénomène bien connu.

Une telle source unique est porteuse de dangers, comme l'était une trop forte majorité d'avocats chez les parlementaires de la III^e République finissante.

Ces dangers ne peuvent être combattus que par une réforme fondamentale de nos structures politiques.

CHAPITRE 9

De V à VI

Lorsque le corps humain perd ses défenses naturelles, la maladie s'installe et se développe plus rapidement, tous les médecins vous le diront. Transposons ce phénomène au corps social : lorsque la volonté politique s'amollit, le cancer technocratique croît et se multiplie.

La balle est donc dans le camp des élus de la nation : à eux de balayer devant leur porte, de faire preuve de courage et de détermination... et les technos seront bien gardés, c'est-à-dire resteront dans le champ (clos...) de leur rôle naturel.

Illustrons ce propos : en ce qui concerne l'action ministérielle, il importe de rendre aux cabinets leur fonction éminemment politique. Une équipe réduite doit assumer le rôle, au demeurant peu simple, de transformer la volonté politique en actes d'administration, ce qui supposera la pratique d'une sorte de traduction simultanée. Inversement, les données administratives venues du ter-

CANNIBALES DE L'ÉTAT

rain devront, en remontant vers le pouvoir de décision, être décodées en termes politiques. Un directeur de cabinet devrait jouer ce précieux rôle d'interface.

Ainsi, le ministre ne dira plus : « Modifiez-moi l'article 22 » mais « Je veux que les usagers aient accès à telle ou telle prestation ». Et les administratifs ne se contenteront pas de répondre « C'est techniquement impossible » en considérant qu'ils ont ainsi fait leur travail : ils devront savoir pourquoi ça coince, sous peine de se trouver renvoyés à leurs chères (hautes) études.

On peut imaginer un certain nombre de mesures de ce genre. Mais quelle que soit leur efficacité, elles ne résoudreont pas l'essentiel.

L'essentiel, c'est que le système lui-même est malade. La prolifération technocratique provient du fait que dans notre République, cinquième du nom, le vrai pouvoir n'appartient pas au Parlement. On le tient soit du Président – qui vous « adoube » – soit de l'exécutif – qui vous maroquine. Très logiquement, cet état de fait tend à valoriser les exécutants au détriment des représentants du peuple, lesquels donnent de plus en

CANNIBALES DE L'ÉTAT

plus l'impression de se fondre dans le décor, plaqués au mur comme de miteux posters.

Que demande l'exécutif à ses exécutants? Sûrement pas d'avoir une vision politique – mieux vaut, en supposant qu'ils en possèdent une, qu'ils la gardent soigneusement au fond de leur poche, leur mouchoir par-dessus. Non, le bon exécutant-ministre est un homme qui doit savoir manier la techno, dont il parle le langage quand il n'en est pas issu. Il doit aussi avoir la capacité de gérer les problèmes administratifs, enfin il est capital qu'il offre une bonne image au journal de 20 heures. Car un ennui devient « problème national » quand il passe au journal de 20 heures et quand il y passe, il est urgentissime de pouvoir y répondre par des mesures-cataplasme, vite, au détriment du temps stratégique. C'est alors la pratique du double discours : effets d'annonce sans suite, lois scélérates contre les étrangers mais réduction des crédits pour les commissariats ou l'ilotage, fermeture contre les squatters mais inertie face aux maires qui refusent de construire des logements sociaux.

Mais il n'est de bâton efficace sans douce carotte. En général, un dirigeant digne de ce nom ne se rend jamais aux rendez-vous de 20 heures sans avoir préalablement empli ses poches de

CANNIBALES DE L'ÉTAT

subventions. Il les lance à pleines poignées comme on jette du lest, ce qui lui permet dans les jours qui suivent, par un phénomène naturel, de décoller dans les sondages.

Ainsi peut-on définir un portrait type de l'homme d'État opérationnel : silhouette ronde et sans aspérités, idées rondes et sans aspérités, capacités de gestion au service d'une pensée politique minimale pour ne pas dire inconsistante. Un petit pois suffit, s'il est bien rond, sucré, s'il roule mais amasse de la mousse. Voilà, on le devine, qui ne favorisera pas les esprits rebelles... Dernière qualité, mais non des moindres, de notre exécutant-ministre : la fidélité. Non à une idéologie, mais à un clan. La V^e République est clanique par nature. Qui m'aime me sert, et au besoin se sert.

Du côté de l'opposition à sa majesté – je veux parler de ceux qui combattent ce pouvoir – on trouvera à peu près les mêmes hommes, à la tête des mêmes équipes. Normal puisqu'ils sortent du même moule et doivent assurer la relève dans le même esprit.

Ce système est à ce point malade qu'une potion, même magique, ne suffirait plus à le revigorer.

CANNIBALES DE L'ÉTAT

un bouleversement institutionnel s'impose, qui rende au Parlement son vrai pouvoir. Celui-ci doit retrouver sa capacité d'initiative, la possibilité de fixer l'ordre du jour de ses travaux, d'assurer un contrôle effectif des décrets et des circulaires, souvent plus importants dans leur mise en œuvre que le texte de loi lui-même. Supprimons l'article 49.3 et rendons impossible tout gel budgétaire. Là où la techno aujourd'hui décide seule, avec sa logique, les élus doivent pouvoir arbitrer, contrôler, veiller à l'efficacité des décisions.

Bien entendu, il ne s'agit pas de tomber dans le travers du « tout politique » à l'américaine, avec son système des dépouilles où les administratifs, du plus petit au plus grand, changent avec le parti au pouvoir : nous devons au contraire conserver à la fonction publique sa déontologie : d'abord, servir l'État. Il importe donc que les choix politiques issus du suffrage universel et la pérennité de l'action publique fassent bon ménage.

Cela implique la nécessaire disparition des grandes écoles, propagatrices et continuatrices de cette fumeuse pensée qui consiste à croire que le diplôme d'origine est plus important que le travail réalisé, les efforts déployés, les talents révélés et les compétences acquises. Ainsi notre Administration s'enrichirait-elle de la diversité de ses compo-

sants et vivrait-elle en symbiose avec la société qu'elle sert. Pour ce qui est du choix des élus et des dirigeants, dont la sélection reproduit actuellement le modèle technocratique, il serait intéressant de distinguer au contraire les représentants de la « société civile », jusqu'ici soigneusement écartés des postes clés, et tous ceux qui, ont fait leurs preuves sur le terrain et trempé leurs mains dans le cambouis.

Ces autres voies, cette remise en cause de la nature même de l'exécutif, impliquent logiquement un changement de République – symboliquement, un numéro à ajouter pour passer de V à VI.

C'est dans l'air du temps. L'exclusion, les inégalités, sonnent chaque jour le glas des idées libérales, odes bêlantes au « tout marché » et au « tout argent ». Les citoyens ont conscience qu'on doit cesser de faire joujou avec la Sécu, l'éducation, la santé ou les transports. Que les patrons ont cessé d'être des gagnants de droit divin. Le besoin d'État réapparaît. À nous d'agir pour que cette espérance ne soit pas kidnappée par une droite bonapartiste ou populiste, un pompidolisme bis en plus musclé...

Le nouvel État n'est pas destiné à revenir sur la décentralisation ou reproduire les modèles du passé, même s'ils ont connu leur époque de gloire. Il doit baser son action sur les besoins humains, sur les objectifs que notre société veut poursuivre, en associant fonctionnaires et salariés.

Des bastilles tomberont, la première étant celle de Bercy. Pour reprendre notre imagerie révolutionnaire, de même que les départements sont nés de la volonté de briser les provinces et les structures de la royauté, de nouveaux ministères, de nouvelles administrations, de nouveaux services publics devront être créés pour répondre, en ce début de nouveau siècle, aux nécessaires missions de l'État.

Ainsi l'esprit critique, la contestation, la révolte pourront rencontrer la volonté de dialogue et la capacité de faire.

La VI^e République nous appelle!